

Lutte contre la pauvreté

La Solidarité en action au Parti Québécois

Amos, le 4 juin 2017 — Le chef de l'opposition officielle, Jean-François Lisée, a présenté aujourd'hui les membres et le mandat de l'équipe Solidarité en action : les députés Catherine Fournier (Marie-Victorin), Harold LeBel (Rimouski) et Dave Turcotte (Saint-Jean).

EN BREF

- L'équipe Solidarité en action a le mandat d'aller sur le terrain, à la rencontre des organismes et des groupes, afin d'élaborer une politique de lutte contre la pauvreté.
- Depuis l'élection du gouvernement libéral, la lutte contre la pauvreté stagne, sinon recule.
- Le Parti Québécois est le seul parti qui souhaite inverser cette tendance.
- Deux enjeux principaux ont déjà été identifiés : le rehaussement du financement des organismes communautaires ainsi que l'accessibilité aux logements sociaux et communautaires.

« Catherine, Harold et Dave sont les personnes toutes désignées pour élaborer la politique de lutte contre la pauvreté que nous mettrons en place comme gouvernement en 2018. Leur mandat : aller sur le terrain, à la rencontre des organismes communautaires et des groupes, afin d'être au fait des besoins et de proposer les meilleurs moyens de lutter contre les inégalités », a d'abord indiqué Jean-François Lisée.

Depuis l'élection des libéraux, la lutte contre la pauvreté stagne, voire recule, au Québec. *« Le gouvernement ne cesse de reporter le dévoilement de son plan de lutte contre la pauvreté. Parallèlement, il coupe dans l'accès à des logements dignes, n'apporte pas un soutien adéquat aux organismes communautaires, piliers essentiels de cette lutte, attaque durement les prestataires d'aide sociale avec son projet de loi 70, et refuse de bonifier son crédit d'impôt pour solidarité, même devant l'explosion des besoins. Bref, le gouvernement libéral préfère tout donner aux médecins et laisser tomber les plus vulnérables de notre société. Le Parti Québécois est l'unique choix sensé, le seul parti qui souhaite inverser cette tendance », a poursuivi le chef de l'opposition officielle.*

Être solidaire, c'est mieux soutenir les organismes communautaires

À l'automne 2013, le gouvernement du Parti Québécois avait annoncé une augmentation significative des budgets alloués aux organismes communautaires, et ce, à la suite de l'adoption unanime d'une motion réclamant un tel rehaussement. Toutefois, cela n'a pas empêché les libéraux, dès leur arrivée au pouvoir, en 2014, d'annuler cette augmentation.

Un gouvernement du Parti Québécois s'engage, au cours de son premier mandat, à :

reconnaître l'apport des organismes d'action communautaire autonome au développement social et économique du Québec et dans la défense collective des droits; rehausser le financement de la mission des organismes d'action communautaire autonome de l'ensemble des secteurs de 60 M\$ récurrents, à assurer

un financement pluriannuel et plus stable aux organismes, et à indexer annuellement ce financement pour l'ensemble des organismes d'action communautaire autonome; reconnaître l'autonomie des organismes et leur capacité d'agir selon leurs valeurs; améliorer les conditions de travail dans le milieu communautaire : Celles-ci sont parfois peu attrayantes, ce qui peut nuire au maintien des meilleures ressources et, ainsi, affecter les services à la population. Pour appuyer ces organismes, nous proposons trois mesures :

- la création d'un programme d'assurance collective particulier pour les personnes travaillant dans le milieu communautaire;
- une contribution au financement d'une campagne de formation et de promotion en région pour le Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes;
- la création d'une mutuelle de prévention en santé et sécurité du travail au bénéfice des organismes communautaires;

mettre en place un programme d'acquisition et de rénovation d'immeubles à vocation collective : Ce programme permettra aux organismes communautaires de consolider leur mission et de diminuer leurs coûts de fonctionnement. Ce soutien de 11 M\$ améliorera leurs conditions matérielles et les services offerts à la population;

revoir les mécanismes d'indexation avec les organismes communautaires afin que celle-ci reflète correctement leurs dépenses.

« Le Parti Québécois s'engage aujourd'hui à hausser véritablement et de façon significative le financement consacré aux organismes communautaires, pas à faire de la comptabilité créative pour gonfler artificiellement le budget du PSOC, comme le gouvernement libéral a fait dans son plus récent budget », a précisé le député de Saint-Jean, Dave Turcotte.

Être solidaire, c'est assurer un meilleur accès aux logements sociaux et communautaires

« À son arrivée, le gouvernement a coupé de 50 % le programme AccèsLogis, réduisant de 3000 à 1500 le nombre d'unités de logement financées. De plus, la livraison prend du retard puisque l'effort financier des porteurs de projet ne cesse de s'alourdir. La situation devient intenable pour les organismes. Il ne suffit donc pas d'annoncer des unités; il faut donner les moyens aux porteurs de projet de les réaliser concrètement. Il faut que le gouvernement et la SHQ passent en mode solution, en gardant à l'esprit que pour les plus vulnérables, l'accès à un logement décent est fondamental. C'est une question de dignité », a pour sa part insisté Catherine Fournier.

Un gouvernement du Parti Québécois :

augmentera à 3000 le plus rapidement possible le nombre de nouvelles unités;

indexera les coûts maximaux admissibles (CMA), car leur non-révision depuis 2009 fait peser un poids financier de plus en plus lourd sur les porteurs de projet et explique les retards, voire les annulations, de projets;

bonifiera le financement à l'unité pour les grands logements afin d'en favoriser l'inclusion dans les projets et, ainsi, de mieux desservir les familles;

ramènera l'aide à l'amélioration de l'habitat à son niveau de 2013-2014; la diminution de 95 % de ce budget par les libéraux – une décision inhumaine – a fait en sorte que des milliers d'aînés et de personnes handicapées n'ont jamais reçu l'aide dont ils ont tant besoin pour adapter leur domicile.

« Le rôle d'un gouvernement, et celui de tout député, est de défendre les femmes et les hommes les plus vulnérables. Or, nous sommes interpellés tous les jours par les victimes de l'austérité libérale, qui vivent des situations épouvantables. Pour toutes celles et tous ceux qui se retrouvent dans des positions injustes et dramatiques, il faut renouer avec la dignité. Il faut une politique de lutte contre la pauvreté qui accompagne et émancipe, au lieu de punir et d'entretenir les clichés. La solidarité ne se proclame pas; notre ambition est de l'incarner par des actions concrètes », de conclure Harold LeBel.

– 30 –

Source :

Bruno-Pierre Cyr
Attaché de presse
Cabinet du chef de l'opposition officielle